

Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec

I – Les relations extérieures du Canada

Hélène Galarneau

Volume 13, numéro 3, 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701387ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701387ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Galarneau, H. (1982). Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec : i – Les relations extérieures du Canada. *Études internationales*, 13(3), 525–548. <https://doi.org/10.7202/701387ar>

CHRONIQUE DES RELATIONS EXTÉRIEURES DU CANADA ET DU QUÉBEC

Louise LOUTHOD
(*Collaboration spéciale*)

I — Les relations extérieures du Canada

(avril à juin 1982)

A — Aperçu général

Plusieurs rencontres internationales, au cours du printemps, ont fourni l'occasion au Premier ministre, M. Pierre Trudeau, ou à d'autres représentants du Canada, d'exposer la position de leur gouvernement tant au sujet de la crise économique que traversent actuellement les pays industrialisés occidentaux, qu'à propos des menaces militaires que font peser sur le monde les tensions Est-Ouest. L'attention internationale a d'ailleurs été en grande partie retenue par ces thèmes. Nous rapportons, dans les pages suivantes, les principales déclarations qui nous semblent caractériser la participation canadienne au Sommet de Versailles, à la rencontre des chefs d'État ou de gouvernement de l'Otan, ainsi qu'à quelques rencontres tenues sous l'égide des Nations Unies et de l'OCDE.

Du mois d'avril au mois de juin, les échanges bilatéraux du Canada ont été marqués par des événements qui ne paraissent pas susceptibles de modifier l'orientation générale des politiques canadiennes. Nous pouvons néanmoins noter une volonté de diversifier ou simplement, d'intensifier les relations avec certains pays, par exemple l'Égypte, l'Espagne et la France. Par ailleurs, l'évolution de deux importants projets de coopération économique a suscité une certaine déception; tandis que le Canada voyait s'estomper ses espoirs de vendre un réacteur Candu au Mexique, l'achèvement du pipe-line de l'Alaska, un projet canado-américain, était reporté à une date ultérieure. Les relations du Canada avec les États-Unis ont été caractérisées, de façon générale, par quelques divergences de vue en matière économique et par l'élargissement de la coopération militaire.

B — Les politiques de défense

1 - L'ORGANISATION DE LA DÉFENSE

Des notes diplomatiques étaient échangées, au début de mai, entre les gouvernements canadien et italien, représentés respectivement par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, et par l'ambassadeur d'Italie, M. Francesco Paolo Fucci. Ces notes précèdent un mémoire d'entente qui devra établir les modalités d'un programme de formation de pilotes italiens au Canada¹.

La vulnérabilité des bateaux de guerre britanniques, mise en évidence dans la bataille des Malouines, amenait le ministre canadien de la Défense, M. Gilles Lamontagne, à

1. Ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 10, no 21, 26 mai 1982, p. 3.

Revue Études internationales, vol. XIII, n° 3, septembre 1982.

affirmer le 26 mai que les plans de six frégates, qui doivent s'ajouter à l'équipement des Forces armées canadiennes, devront être revus. Éventuellement, les frégates seront dotées d'armes anti-missiles².

La réduction de \$200 millions dans le budget prévu pour le ministère de la Défense pour les deux prochaines années ne devrait pas, selon M. Lamontagne, affecter les projets de renouvellement de l'équipement militaire. En effet, on espère récupérer ce montant en limitant les hausses salariales³.

2 - LE CANADA ET L'OTAN

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. MacGuigan, participait à la réunion ministérielle du Conseil de l'Atlantique Nord. La réunion se tenait à Luxembourg au cours du mois de mai. M. MacGuigan s'est joint aux autres ministres pour appuyer la volonté américaine d'ouvrir des négociations avec l'URSS sur la réduction des armements stratégiques⁴. Tout en soulignant la nécessité de « consolider les assises de la détente », le secrétaire d'État canadien affirmait que

si l'Ouest acceptait des solutions rapides comme le désarmement unilatéral ou tout type de gel qui perpétue la supériorité du Pacte de Varsovie, les risques de conflit s'en trouveraient accrus, non réduits⁵.

Le 6^e Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'OTAN se tenait à Bonn le 10 juin. La demande exprimée à l'endroit des États-Unis par le Premier ministre canadien afin de ne plus lier « les négociations sur le désarmement nucléaire à des objectifs non militaires » ne semble pas avoir été agréée par le président Reagan. En effet, l'ambassadeur américain à l'OTAN affirmait que la question du désarmement était indissociable du comportement général de l'URSS. Déçu par les résultats du Sommet, M. Trudeau affirmait en conférence de presse qu'on

s'attendrait à autre chose de 16 chefs d'État et de gouvernement qu'ils se contentent de venir signer les yeux fermés, un communiqué réchauffé⁶.

La déclaration finale de la rencontre au sommet se présentait comme un « programme pour la paix dans la liberté ». Les seize dirigeants occidentaux réunis à Bonn promettaient de chercher à établir,

chaque fois que le comportement de l'URSS le permettra, des relations plus constructives entre l'Est et l'Ouest⁷.

3 - LE CANADA ET LA SESSION SPÉCIALE SUR LE DÉSARMEMENT

La session spéciale des Nations Unies sur le désarmement s'ouvrait à New York le 7 juin. Elle se poursuivait jusqu'au 9 juillet. Le Premier ministre canadien prononçait une allocution devant l'Assemblée générale le 18 juin. Il reprenait la suggestion, exprimée la première fois en 1978, d'un « gel des nouveaux systèmes au stade des laboratoires⁸ » comme

2. *The Globe and Mail*, 27 mai 1982, p. 3; Charlotte MONTGOMERY, *The Globe and Mail*, 11 mai 1982, p. 2.

3. *The Globe and Mail*, 30 juin 1982, p. 4.

4. *Le Devoir*, 18 mai 1982, p. 4.

5. Ministère des Affaires extérieures, *op. cit.*, vol. 10, no 23, 9 juin 1982, p. 3.

6. Michel VASTEL, *Le Devoir*, 11 juin 1982, p. 1 et 8; voir aussi *Ibid.*, 10 juin 1982, p. 1 et 18.

7. *Le Devoir*, 11 juin 1982, p. 1 et 8.

8. Michel VASTEL, *op. cit.*, 8 juin 1982, p. 1 et 8; voir aussi James RUSK, *The Globe and Mail*, 4 juin 1982, p. 10.

garant de la stabilité. Selon M. Trudeau, le succès des pourparlers sur le désarmement repose avant tout sur les deux superpuissances. Pour être fructueuse, toute négociation passerait par la reconnaissance, par chacune des superpuissances, que l'autre a aussi des intérêts stratégiques et la capacité de les défendre⁹. Les engagements du Premier ministre canadien ont pu être résumés comme suit :

participer à l'échange international des données sismiques (qui permettent de déceler les essais nucléaires), et accroître les recherches dans le domaine de la vérification, où le Canada a déjà produit quelques documents techniques¹⁰.

Notons enfin que le Canada présentait aux Nations Unis, le 21 juin, une étude sur l'utilisation passée d'armes chimiques dans le Sud-Est asiatique¹¹.

C — Les politiques concernant les réfugiés

Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, M. Lloyd Axworthy, annonçait que le gouvernement prévoyait accueillir 14,000 réfugiés en 1982. Selon les estimations, ce total comprendrait 6000 Européens de l'Est, 4000 Indochinois, 1000 Latino-Américains, 500 Africains, 400 réfugiés du Moyen-Orient et 100 réfugiés d'autres régions. On a prévu une réserve de 2000 pour pouvoir faire face aux difficultés inattendues¹².

La semaine suivante, on annonçait la signature, par M. Axworthy et son homologue terre-neuvien, M. Jérôme Dinn, d'une entente fédérale-provinciale qui

précise le rôle que les deux ordres de gouvernement et les groupes du secteur privé devront jouer à l'égard des réfugiés ayant des besoins spéciaux dans le domaine des services et des ressources.

Ce groupe de réfugiés comprend les handicapés et les mineurs non accompagnés. Le gouvernement fédéral affirmait être disposé à signer des ententes semblables avec d'autres gouvernements provinciaux¹³.

Le 21 avril, M. Axworthy participait aux États-Unis à un colloque sur les politiques d'immigration et d'accueil des réfugiés. Des représentants de différents pays (Australie, France, Grande-Bretagne, RFA, etc.) se réunissaient pour échanger leurs vues à ce sujet¹⁴.

D — Les rencontres économiques internationales

Les rencontres économiques internationales, au cours du printemps, qu'elles réunissent des participants plus ou moins nombreux, allaient permettre de faire le point sur les difficultés économiques que connaissent les pays occidentaux, sans toutefois promettre des solutions rapides. Nous noterons, dans les lignes suivantes, les principaux échanges de vues qu'ont suscité les rencontres de l'OCDE, de la « trilatérale » et du Sommet de Versailles en mettant en évidence, autant que possible, la position du Canada.

9. *Ibid.*, 19 juin 1982 p. 1.

10. Lise BISSONNETTE, *Le Devoir*, 21 juin 1982, p. 12.

11. Victoria BUTLER, *The Globe and Mail*, 21 juin 1982, p. 5.

12. Ministre de l'Emploi et de l'Immigration, *Discours*, 1^{er} avril 1982, p. 6.

13. *Idem.*, *Communiqué no 27*, (8 avril 1982).

14. *Idem.*, *Communiqué no 29*, (20 avril 1982).

1 - L'OCDE

Vers la mi-avril, le ministre canadien responsable du développement régional, M. Herbert Gray, et son homologue suédois, M. Neil Asling, co-présidaient une réunion des ministres de l'expansion économique régional des pays membres de l'OCDE. La réunion se tenait à Stockholm et avait un caractère officieux. Elle a permis aux participants de discuter des difficultés économiques actuelles dans une perspective régionale¹⁵.

La réunion ministérielle des pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques se déroulait à Paris les 10 et 11 mai. Les ministres des Finances et de l'Économie des 24 pays participants devaient étudier les moyens de sortir de la récession économique. Les observateurs s'attendaient à ce que deux courants s'affrontent au cours de la réunion :

Pour les États-Unis et certains de leurs alliés, la priorité doit rester la bataille contre l'inflation. Pour la France et un nombre croissant de pays européens, il est temps de changer de cap et d'encourager une reprise de l'activité pour faire face à la menace de la montée du chômage¹⁶.

Au cours de la réunion, le ministre des Finances canadien, M. Allan MacEachen, disait craindre que le maintien de taux d'intérêt élevés ne menace les possibilités d'améliorer l'économie occidentale. Défendant la politique monétariste de Washington contre ceux qui privilégieraient la lutte contre le chômage, M. Donald Reagan, secrétaire au Trésor, affirmait que l'inflation et le chômage ne donnaient pas la possibilité de faire de compromis. Selon lui,

sacrifier des politiques à long terme pour essayer de contenir l'emploi interne à court terme n'a finalement conduit qu'à plus d'inflation et à plus de chômage¹⁷.

À l'issue de la réunion ministérielle, le communiqué publié affirmait l'importance de l'adoption d'une stratégie commune de lutte contre l'inflation. La majorité des participants souhaitaient que les États-Unis diminuent leurs taux d'intérêt, tandis que le représentant spécial du président Reagan, M. William Brock, insistait sur la nécessité de lutter contre les tendances protectionnistes. L'optique monétariste de Washington primait, mais, dans les limites de la stratégie commune, chacun décidait « de mener son combat pour la reprise selon ses propres recettes et ses propres difficultés¹⁸ ».

Une deuxième conférence trilatérale (États-Unis, Europe occidentale et Japon) se tenait, les 12 et 13 mai, en marge de la session de l'OCDE. Invité à participer à la réunion, le Canada était représenté par M. Edward Lumley, ministre du Commerce international. Les discussions portaient sur le commerce international¹⁹.

2 — LE FMI ET LA BANQUE MONDIALE

Le comité de développement du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale se réunissait à Helsinki immédiatement après la rencontre ministérielle de l'OCDE. Au cours

15. Ministère de l'Industrie et du Commerce, *Communiqué no 15* (19 avril 1982).

16. *Le Devoir*, 10 mai 1982, p. 5.

17. *Ibid.*, 11 mai 1982, p. 1 et 18.

18. *Ibid.*, 12 mai 1982, p. 1 et 8.

19. *Ibid.* 8 avril 1982, p. 11 ; André BOUTHILLIER, *Le Devoir*, 20 avril 1982, p. 11 ; *Le Devoir*, 13 mai 1982, p. 11.

d'une séance d'information précédant ces rencontres, M. Allan MacEachen dévoilait que les prévisions du FMI situaient à 9.2% le taux moyen de chômage pour le Canada en 1982²⁰.

Au cours de la réunion de Helsinki, les États-Unis rendaient officielle leur décision de couper de moitié leur participation financière à l'Association internationale pour le Développement, chargée de venir en Aide aux pays les plus démunis. Le Canada se joignait alors au groupe de pays industrialisés qui ont proposé

la création d'un fonds spécial - « AID (bis) » - qui recueillerait la proportion de leur quote-part que les pays donateurs refuseraient de verser à l'AID pour protester contre l'attitude américaine²¹.

3 — LE SOMMET DE VERSAILLES

Après avoir rencontré, à Vancouver, le Premier ministre canadien, M. Pierre Trudeau, le président français, M. François Mitterrand, parlait brièvement des sujets qui seraient à l'ordre du jour au cours du 8^e Sommet des sept pays occidentaux les plus industrialisés. Selon M. Mitterrand, on discuterait des moyens de sortir de la crise économique actuelle, la technologie devant constituer un thème important des débats, celle-ci étant présentée comme

une des causes du désordre actuel dans la mesure où elle suscite « des problèmes humains considérables de réadaptation, de formation, pour que le progrès, si nécessaire, ne soit pas synonyme de chômage²².

Les relations Est-Ouest et le dialogue Nord-Sud devaient aussi constituer d'importants sujets de réflexions au cours des débats. M. Trudeau exposait en ces termes la position du Canada à l'égard des problèmes actuels :

je pense que la position du Canada n'est pas différente de celle des Européens dans ce domaine-là ou des Japonais et je dirais même, de passablement d'Américains, à savoir, que nous voudrions des taux d'intérêt plus bas. Nous savons que l'interdépendance contre les pays que nous représentons est très forte et que nous ne pouvons pas gérer nos économies dans l'abstrait, il faut que nous tenions compte des taux d'intérêt les uns des autres et pour cette raison, nous serons du côté de ceux qui enjoignent aux États-Unis (...) d'avoir (...) des taux d'intérêt plus bas, mais surtout (...) une politique monétaire plus stable, moins imprévisible²³.

À la veille du Sommet, M. Trudeau insistait sur le fait qu'il ne peut y avoir de relance économique dans un seul pays. Si les États-Unis refusaient de modifier leur politique, le gouvernement canadien devrait évaluer les siennes et « sopeser les alternatives²⁴ ». Au cours du Sommet, qui s'ouvrait le 4 juin, le secrétaire d'État canadien aux Affaires extérieures, M. MacGuigan, appuyait l'idée de mener une étude sur les échanges monétaires « au niveau des sept ministres des Finances auxquels se joindrait le directeur général du FMI²⁵ ». Pour le Canada, il s'agit avant tout de recréer un climat de confiance parmi les investisseurs. De façon générale, les représentants canadiens appuyaient les gouvernements français et ouest-allemand dans leur volonté d'amener Washington à diminuer les taux d'intérêts. L'Italie appuyait tacitement cette position, tandis que le Japon et la Grande-Bretagne se disaient moins défavorables à la politique monétariste américaine²⁶.

20. *Ibid.*, 23 avril 1982, p. 9.

21. *Ibid.*, 15 mai 1982, p. 18.

22. Bureau du Premier ministre, *Transcription des déclarations faites par le Premier ministre et par le président de la France* (Vancouver, le 18 avril 1982), p. 5.

23. *Ibid.*, p. 7S.

24. Michel VASTEL, *Le Devoir*, 27 mai 1982, p. 1 et 18.

25. *Ibid.*, 5 juin 1982, p. 1 et 18.

26. Jeffrey SIMPSON, *The Globe and Mail*, 5 juin 1982, p. 26.

À l'issue du Sommet, aucun des participants ne se montrait très optimiste quant à l'imminence d'un redressement de l'économie. Toutefois,

les chefs d'État de l'Europe, du Japon et du Canada ont donné jusqu'au mois de juillet seulement à la Maison Blanche pour s'entendre avec le Congrès américain sur une réduction du déficit 27,

Vraisemblablement, une telle réduction entraînerait une diminution progressive des taux d'intérêt. La déclaration finale du Sommet de Versailles comprenait les points suivants :

la croissance et l'emploi doivent être accrus. Ceci sera obtenu de façon durable si nous réussissons dans notre lutte continue contre l'inflation ;

nous réaffirmons notre engagement de renforcer le système ouvert de commerce multilatéral, représenté par le GATT et de maintenir son rôle effectif ;

nous sommes convenus de gérer avec prudence les relations financières avec l'URSS et les autres pays d'Europe orientale, y compris la nécessité de la prudence que requièrent les relations commerciales aussi en limitant les crédits à l'exportation ; (...)

dans le domaine de la balance des paiements, nous souhaitons vivement un progrès à l'occasion de la réunion annuelle du FMI pour régler la question de l'accroissement des quotas du fonds à l'occasion de la 8^e révision à venir ;

il importe d'exploiter les immenses perspectives ouvertes par les nouvelles technologies, en particulier en ce qui concerne la création d'emplois. (...) C'est dans cette perspective que nous avons décidé de créer sans délai un groupe de travail (...) chargé de présenter (...) des propositions concrétisant ces objectifs²⁸.

Au lendemain de la rencontre, le ministre des Finances canadien, M. Allen MacEachen, se disait convaincu que la lutte contre l'inflation devait demeurer la priorité de l'économie canadienne. La croissance économique en serait la conséquence²⁹.

E — Les relations canado-américaines

À la fin de mai, Mme Judy Erola, ministre d'État aux Mines, annonçait la signature, par des représentants du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, du ministère ontarien du Travail et du bureau américain des Mines, d'un protocole d'entente en vue de former un comité consultatif chargé d'étudier le problème des émanations toxiques produites par les équipements miniers mus à l'essence³⁰. Le dossier canado-américain sur la pollution atmosphérique n'a pas connu d'autre développement manifeste au cours du printemps. Durant cette période, les relations entre Ottawa et Washington ont principalement gravité autour des questions touchant la défense, l'approvisionnement en pétrole, et les problèmes commerciaux et monétaires.

1 - LA DÉFENSE

Le comité parlementaire sur la défense et les affaires extérieures déposait, début d'avril, un rapport sur la limitation des armements. Entre autres choses, le comité recommandait les politiques suivantes :

27. Michel VASTEL, *op. cit.*, 7 juin 1982, p. 1.

28. *Le Devoir*, 7 juin 1982, p. 13.

29. Claude TURCOTTE, *Le Devoir*, 9 juin 1982, p. 1 et 14.

30. *The Globe and Mail*, 26 mai 1982, p. B13.

le Canada devrait appuyer le principe, s'il y a lieu, de zones dénucléarisées;
le Canada devrait s'interdire de recourir à l'arme nucléaire contre des pays qui ne la possèdent pas (...);
le Canada devrait demander la reprise au plus tôt des pourparlers sur la limitation et la réduction des armes stratégiques.

Par ailleurs, le Comité, à l'exception de six de ses membres, ne s'opposait pas à la possibilité de faire l'essai des missiles américains Cruise en territoire canadien (plus précisément, dans le nord de l'Alberta). Selon le rapport, la conclusion d'un accord multilatéral à ce sujet devrait précéder l'interdiction des essais en vol³¹. Le 18 mai, le ministère de la Défense précisait que, si un accord était conclu entre Ottawa et Washington au sujet des missiles Cruise, ceux-ci seraient lancés au-dessus de la mer de Beaufort³².

Les politiques militaires canadiennes et américaines ont également donné lieu à des évaluations réciproques. Ainsi, l'ambassadeur américain à Ottawa, M. Paul Robinson, déclarait, devant le Canadian Club de Hamilton, que son pays se réjouissait de l'augmentation de 18% prévue dans les dépenses militaires canadiennes. Il estimait toutefois que le Canada dépensait trop à la rubrique des services sociaux³³. Au lendemain de cette déclaration, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. MacGuigan, estimait qu'elle se situait « à la limite » des commentaires permis à un diplomate³⁴. L'ambassadeur nuancait d'ailleurs ses propos en déclarant, devant le Liberal Forum de Toronto, que le Canada n'avait pas à suivre l'exemple des États-Unis en effectuant des coupures dans le budget des services sociaux pour combattre l'inflation³⁵.

De son côté, dans une allocution prononcée aux États-Unis, M. Pierre Trudeau affirmait que

certaines déclarations faites aux États-Unis sur la « possibilité de survivre » à une guerre nucléaire, sur les « explosions exemplaires » et sur les « scénarios » du premier attaquant

pouvaient inquiéter. Tout de même, il se disait

encouragé par la proposition faite il y a une semaine par M. Reagan, à savoir que les négociations entre les États-Unis et l'Union soviétique sur la réduction des armes stratégiques débutent à la fin du mois de juin.

Simultanément, le Premier ministre soulignait le danger de mal percevoir les soucis stratégiques de Moscou. Selon lui,

toute déviation par rapport à ce principe, toute tentative d'imposer nos valeurs à l'URSS ou de mêler les problèmes ne pourra que renforcer sa conviction que nous ne sommes pas sérieux lorsque nous parlons de paix³⁶.

2 - L'ÉNERGIE

Au début d'avril, M. Peter Lougheed, Premier ministre de l'Alberta, rendait public un document préparé par son administration à propos des exportations de gaz naturel. Globalement, le document défendait l'opinion selon laquelle une ouverture des marchés extérieurs

31. *Le Devoir*, 10 avril 1982, p. 2.

32. *The Globe and Mail*, 19 mai 1982, p. 4.

33. Kevin MARRON, *The Globe and Mail*, 12 mai 1982, p. 1.

34. *The Globe and Mail*, 14 mai 1982, p. 4.

35. *Ibid.*, 13 mai 1982, p. 4.

36. Bureau du Premier ministre, *Allocution du Premier ministre à la cérémonie de collation des grades de l'Université Notre-Dame*, le 16 mai 1982, p. 5., 8 et 10.

stimulerait les activités d'exploration et, de ce fait, entraînerait une augmentation des ressources disponibles. Le gouvernement albertain déléguait à Ottawa un représentant chargé de défendre ce point de vue en demandant à l'Office nationale de l'Énergie, pour rendre possible une augmentation des exportations, de modifier les méthodes utilisées pour déterminer la quantité de pétrole exporté³⁷.

Le 14 mai, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, M. Marc Lalonde, annonçait l'adoption d'une méthode de calcul qui

offre un degré plus réaliste de protection en se fondant sur les exportations réelles prévues. Auparavant, le critère utilisé tenait compte du total des exportations autorisées, que ces quantités soient achetées ou non par des clients américains.

Selon le ministre, les exportations de gaz naturel n'ont atteint, en 1981, que 60% de la quantité autorisée. Pour contrer les conséquences d'un tel phénomène, la formule nouvellement adoptée doit protéger

les quantités de gaz qui peuvent être exportées en vertu de licences tout en autorisant la vente, sur d'autres marchés, du gaz qui ne peut être vendu sur un marché particulier³⁸.

Les nouveaux marchés seraient constitués par l'est des États-Unis et, éventuellement, par d'autres pays. Par ailleurs, les industries pétrolières exerçaient des pressions sur Ottawa afin d'obtenir une baisse du prix du pétrole à l'exportation, ce qui leur permettrait de faire face au déclin de la demande américaine. Au cours des prochains mois, les politiques de commercialisation et, plus précisément, la fixation des prix, devraient constituer l'essentiel des débats sur les ventes de pétrole³⁹.

Selon les représentants américains, la construction du pipe-line de l'Alaska pourra être achevée en 1989, et non en 1983 ainsi qu'on le prévoyait initialement. Cette évaluation était faite à la fin d'avril. Le 20 mai, la direction de l'Agence canadienne du pipe-line du Nord, M. Mitchell Sharp, rencontrait à Washington les représentants américains. À son retour, il espérait que des changements au sein de l'alliance des compagnies américaines participantes puissent leur permettre de relever le défi que comporte ce projet, dont la réalisation doit entraîner des déboursés de l'ordre de \$35 à \$50 milliards. En attendant, la compagnie canadienne responsable du projet, la Foothills Pipe Lines se prépare à des coupures de personnel. Les employés de l'Agence gouvernementale, financée par la Foothills, seront vraisemblablement mutés dans d'autres ministères, à moins d'un revirement de la situation d'ici l'automne⁴⁰.

3 - LES RELATIONS COMMERCIALES

Le ministre du Commerce international, M. Edward Lumley, annonçait le 18 mai que la compagnie Bombardier venait de décrocher un contrat de \$1 milliard pour la construction de 825 voitures du métro de New York. La Compagnie canadienne doit produire ces voitures sous licence de l'entreprise japonaise Kawasaki. Voici quelques détails du contrat :

Le gouvernement fédéral, via sa Société pour l'Expansion des Exportations, financera environ 85% du contrat (...). Le ministre du Commerce (...) a refusé hier de dévoiler les conditions de financement mais le président de la Metropolitan Transit Authority (MAT) à

37. Anthony McCallum, *The Globe and Mail*, 15 avril 1982, p. B4.

38. Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, *Communiqué no 66* (14 mai 1982); voir aussi Anthony McCallum, *op. cit.*, 19 mai 1982, p. B3.

39. Jennifer Lewington, *The Globe and Mail*, 31 mai 1982, p. B3.

40. *Ibid.*, 5 mai 1982; *Ibid.*, 22 mai 1982, p. B 16.

New York a indiqué que les fonds seraient avancés au taux de 9.7%, soit, « beaucoup mieux que ce que nous aurions pu obtenir sur le marché », a reconnu M. Richard Ravitch⁴¹.

Ce dernier point allait d'ailleurs susciter quelques difficultés. En effet, la compagnie Budd à intérêts ouest-allemands, qui était aussi en lice pour l'obtention du contrat, allait déposer une plainte devant les tribunaux américains, arguant que le taux d'intérêt en vigueur sur les marchés internationaux est de 11.25%⁴². À la fin de juin, le ministre Lumley déclarait que le Canada n'augmenterait le taux d'intérêt demandé que si les autorités new-yorkaises l'exigeaient⁴³.

Dans une interview accordée en mai au *Washington Post*, le Premier ministre Trudeau rappelait que le président Reagan n'avait pas tenu la promesse faite, en juillet 1981, lors du Sommet de Montebello. Selon M. Reagan, l'économie américaine se redresserait dans les six mois suivants. Cela n'a pas été le cas, Washington a appliqué une politique monétaire restrictive et une politique fiscale expansionniste, et l'économie du Canada, mais aussi celle des autres partenaires commerciaux des États-Unis, s'en est trouvée perturbée. Dans ce contexte, M. Trudeau semble craindre que les politiques protectionnistes ne deviennent un expédient difficile à ne pas employer, dans la mesure où, sans de telles barrières, les difficultés américaines atteignent rapidement les autres pays⁴⁴.

Pendant ce temps, le représentant au Commerce des États-Unis, M. William Brock continuait de dénoncer les lois canadiennes sur la publicité radio-diffusée et sur l'investissement étranger⁴⁵. Un peu plus tôt, le gouvernement américain envisageait la possibilité de demander l'opinion du GATT sur la légalité, du point de vue du droit international, de la nouvelle législation énergétique du Canada et de sa politique de bénéfices régionaux sur les investissements industriels⁴⁶.

À la fin de mai, le secrétaire américain à l'Agriculture, M. John Block, rencontrait à Ottawa, M. Eugene Whelan, ministre de l'Agriculture, et M. Hazen Argue, ministre responsable de la Commission canadienne du Blé. M. Block demandait alors que le Canada réduise sa production de céréales afin de réduire le surplus sur le marché international. M. Argue, pour sa part, déclarait qu'il n'en était pas question. Ce refus est fondé sur deux considérations :

premièrement, puisque les États-Unis ont causé le sur-approvisionnement, ce pays doit y remédier; deuxièmement, le Canada ne jouant qu'un rôle mineur dans le commerce mondial, les coupures qu'il effectuerait n'auraient que peu d'effets⁴⁷.

F — Le Canada et l'Europe occidentale

Du mois d'avril au mois de juin, les événements qui ont caractérisé le échanges bilatéraux du Canada avec l'Europe occidentale ont impliqué principalement l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne et la Grèce. De nombreuses visites officielles ont ponctué ce dialogue.

41. Michel VASTEL, *Le Devoir*, 19 mai 1982, p. 1 et 14.

42. *The Globe and Mail*, 25 mai 1982, p. B2; *ibid.*, 10 juin 1982, p. B6.

43. Marie-Agnès THELLIER, *Le Devoir*, 30 juin 1982, p. 11.

44. John GRAY, *The Globe and Mail*, 19 mai 1982, p. 4.

45. John KING, *The Globe and Mail*, 20 mai 1980, p. 2.

46. Peter COOK, *The Globe and Mail*, 12 mai 1982, p. B1.

47. Olivier BERTIN, *The Globe and Mail*, 14 juin 1982, p. B1 (traduit de l'anglais).

1 - L'ESPAGNE

Une délégation de parlementaires espagnols dirigée par le président du Sénat, M. Cecilio Valverde, séjournait à Ottawa au cours du mois d'avril. Invitée par Mme Jeanne Sauvé, présidente de la Chambre des Communes, la délégation rencontrait également le gouverneur général, M. Edward Schreyer, le Premier ministre, M. Pierre Trudeau, le président du Sénat, M. Jean Marchand, ainsi que plusieurs ministres. Le ministère des Communications présentait aux parlementaires espagnols les services de communication et de diffusion canadiens⁴⁸.

De passage en Europe où il assistait au sommet de Versailles, le Premier ministre canadien effectuait une visite officielle à Madrid, répondant à une invitation de son homologue espagnol, M. Leopoldo Calu Sotelo. Le séjour en Espagne de M. Trudeau, était le premier à être effectué par un Premier ministre canadien. Outre M. Sotelo, M. Trudeau rencontrait le roi Juan Carlos et M. Felipe Gonzalez, leader de l'opposition. Il s'entretenait également avec des hommes d'affaires canadiens et espagnols. Au cours de leur rencontre, MM. Trudeau et Sotelo auraient longuement abordé la question de la recherche d'un accord sur les pêches⁴⁹.

2 - LA FRANCE

Le ministre d'État et ministre du Commerce extérieur de France, M. Michel Jobert, effectuait une visite officielle au Canada. Il était accueilli à Ottawa, le 1^{er} avril, par le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Herbert Gray, et le ministre d'État aux Relations extérieures, M. Pierre De Bané. M. Jobert présidait la délégation française à la réunion de la Commission France-Canada. Les discussions ont permis de faire le point sur l'état des échanges économiques franco-canadiens, ainsi que sur divers projets énumérés comme suit par le ministère canadien des Affaires extérieures :

le Projet pilote de l'Arctique, la participation possible du Canada au projet Airbus A320, le développement d'une industrie des hélicoptères au Canada, l'implantation du Pechiney Ugine Kuhlman et l'envoi de missions réciproques pour l'étude des possibilités de coopération dans les secteurs de la robotique industrielle, le matériel d'extractions, le traitement de (sic) charbon et le développement du système à ossature bois en France, les possibilités de coopération en matière de transports ferroviaires et urbaines⁵⁰.

Le 25 juin, M. Michel Jobert prenait la parole devant des hommes d'affaires français et canadiens réunis à Paris. Il déplorait alors que, malgré les rencontres entre les dirigeants des deux pays, leurs échanges économiques tardent à s'intensifier. Le ministre français notait qu'en 1979 les échanges commerciaux entre les deux pays représentaient 1% de l'ensemble de leur commerce extérieur, ce chiffre se situant à près de 0.7% à l'heure actuelle⁵¹.

Le Premier ministre français, M. Pierre Mauroy, effectuait une visite officielle au Canada du 22 au 27 avril. M. Claude Cheysson, ministre des Relations extérieures, et M. André Labarrère, ministre des Affaires parlementaires, l'accompagnaient. M. Mauroy rencontrait son homologue canadien, M. Pierre Trudeau, le gouverneur général, M. Edward Schreyer, ainsi que plusieurs ministres fédéraux. Les rencontres du Premier ministre et des ministres français avec les représentants canadiens ont donné lieu à des discussions sur les problèmes internationaux mais principalement, sur les relations économiques entre les deux

48. Ministère des Affaires extérieures, *op. cit.* vol. 10, no 23 (9 juin 1982), p. 5.

49. Jeffrey SIMPSON, *The Globe and Mail*, 8 juin 1982, p. 1S; *Le Devoir*, 7 juin 1982, p. 3.

50. Ministère des Affaires extérieures, *op. cit.*, vol. 10, no 16 (21 avril 1982), p. 3.

51. *Le Devoir*, 26 juin 1982, p. 12.

pays⁵². La question de la délimitation des eaux territoriales des Îles Saint-Pierre et Miquelon a aussi été abordée. La position des deux gouvernements a pu être résumée ainsi :

Les Français ont évoqué la possibilité de changer le statut de l'île qui devenant « territoire », quitterait la Communauté européenne et réduirait ainsi la flotte de pêche dans les eaux avoisinantes. Français et Canadiens semblent s'entendre à limiter leur territoire respectif à la zone de 12 milles, et ensuite à délimiter des zones qu'ils pourraient exploiter en commun. Toutefois les Canadiens semblent manifestement hésiter à abandonner aussi facilement ce qu'ils estiment être leur souveraineté⁵³.

Mais les deux gouvernements se disaient confiants de régler ce problème sans recourir à des tribunaux internationaux.

Tandis que M. Mauroy promettait de tripler les échanges commerciaux entre la France et le Canada, M. Trudeau se disait optimiste en observant la disparition de « l'hypothèque gaulliste » qui, selon lui, paraissait menacer l'unité canadienne, ce qui n'incitait pas « les hommes d'affaires, les hommes politiques, les bureaucrates à donner à la France la cote d'amour⁵⁴ ». Acceptant l'invitation de son homologue, le Premier ministre canadien effectuera une visite officielle en France au cours de l'année⁵⁵.

3 - LA GRANDE-BRETAGNE

Le 17 avril, la Reine Élisabeth II signait, à Ottawa, la Proclamation de la Loi constitutionnelle, mettant ainsi fin au processus du rapatriement de la Constitution canadienne. La Loi de 1982, comme le note le ministère des Affaires extérieures, « affranchit le Canada du dernier lien qui le liait encore à la Couronne britannique⁵⁶ ». Le 7 mai, deux chefs indiens voyaient rejetée par la Haute-cour de Londres leur requête en vue d'empêcher le rapatriement de la Constitution. Celui-ci met fin aux garanties britanniques de leurs droits. Dans son jugement, le tribunal tenait compte du fait que

la loi portant rapatriement de l'Acte d'Amérique du Nord, ayant été approuvée par la Reine Élisabeth en mars dernier, empêchait la justice d'interférer avec la volonté souveraine du parlement de Westminster⁵⁷.

Au début d'avril, le gouvernement britannique se préparait à la guerre pour reprendre le contrôle des îles Malouines, envahies par les forces argentines. Après la réunion extraordinaire du Conseil des ministres, le gouvernement canadien blâmait l'Argentine d'avoir eu recours à la force plutôt qu'à la recherche d'une solution pacifique⁵⁸. Au début de mai, le Canada appuyait la Royal Navy en mettant à la disposition de la Grande-Bretagne ses propres installations. Toutefois, le 4 mai, M. Mark MacGuigan déclarait que le Canada était déterminé à encourager toute recherche d'une solution négociée⁵⁹. À cet effet, le pays offrait son assistance au secrétaire général des Nations Unies, tandis qu'il accueillait favorablement la suggestion de Lima voulant que le Canada et le Pérou participent à un processus négocié de règlement du conflit⁶⁰.

52. Ministère des Affaires extérieures, *op. cit.*, vol. 10, no 19 (12 mai 1982), p. 3S.

53. Michel VASTEL, *op. cit.*, 23 avril 1982, p. 1 et 18.

54. *Ibid.*, 24 avril 1982, p. 1 et 16.

55. Ministère des Affaires extérieures, *op. cit.*, vol. 10, no 19 (12 mai 1982), p. 3S.

56. *Ibid.*, vol. 10, no 17 (28 avril 1982), pp. 1-5 et p. 8.

57. *Le Devoir*, 8 mai 1982, p. 3.

58. *Ibid.*, 6 avril 1982, p. 1 et 8.

59. Jean-Louis ROY, *Le Devoir*, 5 mai 1982, p. 12; *The Globe and Mail*, 5 mai 1982, p. 3;

60. *Le Devoir*, 7 mai 1982, p. 10.

Le secrétaire britannique au Commerce, Lord Cockfield, effectuait une visite officielle au Canada au début du mois de juin. Il rencontrait alors le ministre d'État au Commerce international, M. Edward Lumley, le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Herbert Gray, des ministres provinciaux, ainsi que des hommes d'affaires canadiens. Lord Cockfield devait avoir des discussions sur les possibilités d'augmenter les investissements britanniques au Canada. Il déclarait que des financiers britanniques avaient été dissuadés d'investir au pays par la lenteur de l'Agence d'Examen de l'Investissement étranger dans l'examen de leurs propositions⁶¹.

4 - LA GRÈCE

Le président de la Grèce, M. Constantine Caramanlis, accueillait le 18 mai le gouverneur-général du Canada, M. Edward Schreyer. Le ministre d'État aux Relations extérieures, M. Pierre De Bané, accompagnait le gouverneur général. Tous deux rencontraient également le Premier ministre grec, M. Andréas Papandréou. Les discussions ont porté principalement sur les formes

que pourrait prendre la coopération entre le Canada et la Grèce au sein de différentes organisations internationales (telles que les Nations Unies, l'OCDE et l'OTAN), sur la question de Chypre et sur le désir des deux pays d'intensifier et de diversifier leurs relations dans plusieurs secteurs, dont la culture et l'économie⁶² »

Par ailleurs, M. Pierre De Bané annonçait que le vice-ministre grec à la Défense prévoyait se rendre au Canada pour y avoir des discussions sur les achats d'armes et les possibilités d'échanges dans le domaine de la technologie militaire. Ce voyage s'explique par la volonté du gouvernement grec de diversifier ses approvisionnements militaires, assurés à 80% par les États-Unis⁶³.

G — Le Canada, l'Europe de l'Est et l'URSS

Les événements qui ont marqué les relations du Canada avec l'Europe de l'Est et l'URSS, au cours du printemps, peuvent être inscrits sous des rubriques variées : bilan de l'assistance humanitaire et accord sur les droits de pêche dans le cas de la Pologne, visites officielles et discussions, sur les échanges économiques dans les cas de la Roumanie et de la Yougoslavie, affaire d'espionnage industriel dans le cas de l'Union soviétique.

1 - LA POLOGNE

Le 17 mai, M. John Crosbie, critique du Parti conservateur pour les affaires extérieures, déclarait que le gouvernement canadien devrait décréter des sanctions plus dures contre la Pologne. Il suggérait par exemple de suspendre les droits de pêche accordés à ce pays dans les eaux canadiennes. Le Premier ministre, M. Trudeau, défendait alors les mesures plus symboliques énoncées, en février, par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures en affirmant que des sanctions plus sévères seraient, en fait, « une charge sur le dos du peuple de Pologne⁶⁴ ». Deux jours après cette réponse au Parti conservateur, le ministère des Pêches annonçait qu'un accord venait d'être signé, permettant aux bateaux polonais de continuer de

61. *The Globe and Mail*, 26 mai 1982, p. B5; *Ibid.*, 4 juin 1982, p. 10; voir aussi Lyndon WATKINS, *The Globe and Mail*, 25 juin 1982, p. B2.

62. Ministère des Affaires extérieures, *op. cit.*, vol. 10, no 24 (16 juin 1982), p. 1S.

63. Diana DIACONU, *The Globe and Mail*, 20 mai 1982, p. 8.

64. *The Globe and Mail*, 18 mai 1982, p. 4.

pêcher dans la zone maritime de 200 milles qui, depuis 1977, se trouve sous juridiction canadienne⁶⁵.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, rendait public, le 30 avril, un bilan des contributions du Canada à l'assistance humanitaire internationale pour l'année financière 1981-82. Les montants attribués au peuple polonais à titre de « secours en cas de catastrophe » s'élevaient à \$800,000. Ils ont été versés directement au Congrès canadien polonais ou à la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge⁶⁶.

2 - LA ROUMANIE

Le gouverneur-général du Canada, M. Edward Schreyer, séjournait en Roumanie du 10 au 14 mai. Il rencontrait le président roumain, M. Nicolae Ceausescu, ainsi que des représentants de son gouvernement⁶⁷.

Un porte-parole de la Société canadienne pour l'Expansion des Exportations, M. Richard Hegan, affirmait le 24 juin que la Roumanie renégociait présentement les modalités de remboursement de sa dette auprès de ses créanciers étrangers. Les difficultés financières de la Roumanie ont entraîné un arrêt dans la construction des deux réacteurs Candu vendus à ce pays par le Canada*.

Selon M. Paul O'Neil, attaché à l'Énergie atomique du Canada Ltée, la réalisation du projet ne se trouverait vraisemblablement pas menacée et les compagnies canadiennes impliquées obtiendraient, moyennant certains délais, les \$650 millions qu'elles doivent encore retirer de la fourniture de matériaux, d'équipements et de services⁶⁸.

3 - L'UNION SOVIÉTIQUE

M. Mark MacGuigan annonçait, le 1^{er} avril, l'expulsion de M. Mikhail N. Abramov, attaché commercial à l'ambassade de l'URSS à Ottawa. M. Abramov, accusé d'avoir eu des activités incompatibles avec son statut, aurait tenté d'acquérir illégalement pour son pays « de la fibre optique et d'autres produits de technologie de pointe à usage restreint⁶⁹ ». L'ambassade soviétique répliquait à cette annonce par un communiqué parlant d'accusations non fondées. L'agence Tass qualifiait l'événement de provocation vis-à-vis de l'URSS⁷⁰. Pour sa part, le secrétaire d'État canadien aux Affaires extérieures affirmait dans un communiqué que de tels incidents

ne font que mettre en question la sincérité des représentants du gouvernement soviétique lorsqu'ils répètent dans leurs déclarations qu'ils veulent améliorer leurs relations avec le Canada⁷¹.

M. Igor Gouzenko mourait le 29 juin dans sa résidence près de Toronto. En septembre 1945, alors qu'il était membre du personnel de l'ambassade soviétique à Ottawa, il livrait aux

65. *Le Devoir*, 20 mai 1982, p. 6.

66. ACDI, *Communiqué no 17* (30 avril 1982).

67. *The Globe and Mail*, 11 mai 1982, p. 4.

* Un accord général sur cette transaction a été signé le 16 décembre 1978. Le projet était financé conjointement par un groupe de banques canadiennes (prêt de \$320 millions) et par la S.E.E. (prêt de \$680 millions).

68. *Ibid.*, 25 juin 1982, p. 3.

69. Ministère des Affaires extérieures, *op. cit.*, vol. 10, no 18 (5 mai 1982), p. 3.

70. *Le Devoir*, 3 avril 1982, p. 2.

71. Claude TURCOTTE, *op. cit.*, 2 avril 1982, p. 1 et 12.

autorités canadiennes d'importantes informations concernant un réseau d'espionnage soviétique. Le solliciteur-général du Canada, M. Robert Kaplan, déclarait que ces documents pourraient désormais être rendus publics, dans leur totalité ou non, après enquête sur leurs implications eu égard aux règlements concernant le respect de la vie privée et aux intérêts des agences de renseignements des pays amis⁷².

4 - LA YUGOSLAVIE

Le Premier ministre canadien, M. Pierre Trudeau, arrivait le 11 juin en Yougoslavie pour un séjour de quelques jours à titre officiel. Accueilli à Belgrade par le chef du gouvernement de la République yougoslave de Macédoine, M. Dragoljub Stavrev, M. Trudeau effectuait en fait la première visite d'un chef du gouvernement canadien dans ce pays. Il profitait d'ailleurs de ce voyage pour louer la sincérité du non-alignement yougoslave et souhaiter son maintien.

M. Trudeau s'entretenait également avec Mme Milka Planinc, présidente du Conseil exécutif fédéral de Yougoslavie. Un communiqué publié à l'issue de cette rencontre mentionnait la volonté des deux gouvernements d'approfondir le dialogue politique et de diversifier les échanges économiques entre les deux pays. La question de la vente de réacteurs Candu à la Yougoslavie a été abordée par M. Trudeau au cours de ses échanges avec Mme Planinc. Le Premier ministre profitait d'ailleurs de son séjour pour rencontrer des hommes d'affaires canadiens, dont un représentant de l'Énergie atomique du Canada Ltée. Dans une conférence de presse, M. Trudeau faisait ainsi allusion à la concurrence à laquelle doit faire face la technologie Candu :

Je ne peux pas encore dire si nous serons jusqu'au bout dans la course. Des hommes d'affaires étudient les possibilités de soumissions mais elles ne seront faites qu'en 1983⁷⁴.

H — Le Canada et l'Amérique latine

Les relations du Canada avec l'Amérique latine, au cours du printemps, ont été marquées par trois événements plus ou moins inattendus : la guerre des Malouines qui a temporairement entraîné une diminution des relations économiques avec l'Argentine, une demande pressante d'aide formulée par le gouvernement costa ricain et la déception causée par l'ajournement du projet d'achat, par le Mexique, d'un réacteur nucléaire.

1 - L'ARGENTINE

Le 5 avril, la Chambre des Communes condamnait à l'unanimité l'invasion des îles Malouines (Falkland) par les forces argentines quelques jours plus tôt. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures annonçait par ailleurs l'interdiction de toute livraison d'armes à l'Argentine. L'ambassadeur canadien, M. Dwight Fulford, était rappelé de Buenos Aires, pour consultations. Des sanctions économiques plus sévères devraient être adoptées si l'Argentine refusait de retirer ses troupes⁷⁵. Effectivement, le ministre d'État aux Relations extérieures annonçait le gel complet des importations en provenance d'Argentine et la

72. Michael TENSZEN, *The Globe and Mail*, 30 juin 1982, p. 1S; *The Globe and Mail*, 1^{er} juillet 1982, p. 5.

73. Jeffrey SIMPSON, *op. cit.*, 12 juin 1982, p. 4.

74. *Le Devoir*, 14 juin 1982, p. 9.

75. *Ibid.*, 6 avril 1982, p. 1, 2 et 8.

décision de n'accorder à ce pays aucun nouveau crédit à l'exportation. Opposé à l'action unilatérale de Buenos Aires, le gouvernement canadien légitimait ces mesures en souhaitant qu'elles contribuent

à assurer le respect de la Charte des Nations Unies et de la règle de droit, étant convaincu que la force ne devrait pas être utilisée pour régler des différends territoriaux⁷⁶.

Interrogé à la Chambre des Communes, l'adjoint parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Ron Irwin, affirmait que le Canada ne rapatrierait pas les 71 techniciens canadiens affectés à la construction d'un réacteur Candu en Argentine. Selon M. Irwin, un tel geste pourrait amener le gouvernement argentin à se sentir « libéré des ententes sur la sécurité qu'il avait conclues avec Ottawa en 1976⁷⁷ ». Le 9 juin, M. John Crosbie, critique du Parti conservateur en matière d'affaires extérieures, demandait au ministre de l'Énergie, M. Marc Lalonde, de décréter un embargo sur la livraison de tout matériel nucléaire à l'Argentine. M. Crosbie disait craindre que ce pays s'en serve à des fins militaires. M. Lalonde répondait que les accords de sécurité nécessaires avaient déjà été conclus et que l'Argentine recevrait le combustible promis avant l'éclatement du conflit des Malouines⁷⁸.

Dès la cessation des combats dans cette région, les pays de la Communauté européenne levaient les sanctions imposées à l'Argentine, à l'exception de l'embargo sur les livraisons d'armes. Le Canada faisait de même le 22 juin. Seul le Royaume-Uni ne suivait pas le mouvement⁷⁹.

Prenant la parole, le 1^{er} juin, devant la Chambre des Communes, un député libéral, M. Maurice Dupras, estimait que le Canada devrait jouer un rôle de premier plan dans la relance de l'Organisation des États américains, au lendemain de la guerre des Malouines⁸⁰.

2 - LE COSTA RICA

Le ministre de l'Information et des Communications du Costa Rica, M. Vargas Araya, séjournait à Montréal au début du mois de mai. Le but de sa visite était de demander un appui financier et politique afin de maintenir les institutions démocratiques du pays, que l'on croit menacées à plus ou moins long terme par ses difficultés économiques. Le Canada n'est pas le seul pays visé par cette quête de soutiens. Déjà l'an dernier, des représentants du gouvernement costaricain exprimaient sans beaucoup de succès leurs demandes dans les capitales des pays industrialisés. Selon M. Araya,

le Canada aurait un « rôle important à jouer dans le plan de redressement du Costa Rica et dans la recherche d'une solution démocratique pour l'ensemble de l'Amérique centrale, car « le Canada représente la voix de la modération »⁸¹.

Les difficultés financières du Costa Rica s'expliqueraient en grande partie par la hausse du prix du pétrole et la baisse du prix du café, ce produit constituant la principale exportation de ce pays. Dans une lettre adressée le 23 avril au Premier ministre canadien, le président costaricain, M. Alberto Monge, souhaite que le Canada s'associe

76. Ministère des Affaires extérieures, *op. cit.*, vol. 10, no 20 (19 mai 1982), p. 3; *Le Devoir*, 13 avril 1982, p. 1 et 18.

77. *Ibid.*, 24 avril 1982, p. 2.

78. *Ibid.*, 10 juin 1982, p. 3.

79. *The Globe and Mail*, 16 juin 1982, p. 10; *Ibid.*, 22 juin 1982, p. 8; *Ibid.*, 23 juin 1982, p. 4.

80. Maurice DUPRAS, *Le Devoir*, 11 juin 1982, p. 7.

81. Bertrand de la GRANGE, *Le Devoir*, 8 mai 1982, p. 1.

à la création d'un « groupe de nations amies du Costa Rica » pour aider son pays au cours des « négociations complexes et difficiles » qui doivent s'ouvrir, avec la Banque Mondiale et avec les banques privées⁸².

3 - LE MEXIQUE

Au début du mois d'avril, des informations circulaient à l'effet que le gouvernement mexicain, aux prises avec de sérieuses difficultés économiques, soit contraint d'abandonner au moins temporairement le projet d'acquisition de réacteurs Candu. M. Agustin Barrios Gomez, ambassadeur du Mexique à Ottawa, affirmait cependant que les mesures d'austérité décrétées par son gouvernement ne devaient pas, « en théorie », affecter les projets de développement énergétique⁸³.

Le ministre des Finances mexicain, M. Jesus Silva Herzog, déclarait le 18 mai que la décision d'acheter un réacteur nucléaire incomberait au prochain gouvernement, celui-ci devant entrer en fonction en décembre. Selon le vice-président au marketing d'énergie atomique du Canada, M. Richard Wood, les divers pays soumissionnaires espéraient encore que le choix du Mexique serait au moins effectué cet automne, c'est-à-dire avant le changement de gouvernement. Il semblait que l'EACL songeait à conserver son bureau à Mexico, jusqu'à ce que la décision du Mexique soit rendue officiellement. Néanmoins, M. Wood estimait peu probable que le nouveau président endosse le projet nucléaire, mis de l'avant par le président sortant M. Jose Lopez Portillo. Pour mousser sa participation à ce projet mexicain, évalué à \$32 milliards, le Canada aurait dépensé environ \$15 millions (la vente d'un réacteur Candu aurait rapporté plus de \$2 milliards)⁸⁴.

La décision officielle du Mexique était annoncée le 10 juin: la réalisation du projet d'expansion énergétique était reportée à une date indéterminée. M. Ed Lumley, ministre canadien du Commerce extérieur, se disait déçu de cette décision, qu'il estimait tout de même prévisible. Selon lui, « ces mégaprojets énergétiques ont échoué partout dans le monde, pas seulement au Canada⁸⁵ ».

I — Le Canada, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

Au cours du printemps, le Canada a eu l'occasion de diversifier ses relations avec deux pays arabes, l'Algérie et l'Égypte. Au cours de la même période, les échanges entre le Canada et Israël étaient surtout marqués par des déclarations de nature politique.

1 - L'ALGÉRIE

La Commission intergouvernementale canado-algérienne se réunissait à Alger du 19 au 21 avril. La délégation canadienne était dirigée par M. Pierre De Bané, ministre d'État aux relations extérieures, tandis que la délégation algérienne était co-dirigée par M. Abdelaziz Khellef, ministre du Commerce, et M. Ali Oubouzar, secrétaire d'État au Commerce extérieur. La réunion a permis de faire le point sur l'état des relations entre les deux pays. Les deux délégations décidaient de poursuivre les échanges de missions entre le Canada et

82. Bertrand de la GRANGE, *Le Devoir*, art. cit., p. 18.

83. *The Globe and Mail*, 7 avril 1982, p. B14; *Ibid.*, 22 avril 1982, p. B7.

84. Brigitte MORISSETTE, *Le Devoir*, 19 mai 1982, p. 1 et 14; Andrew NIKIFORUK, *The Globe and Mail*, 17 mai 1982, p. 5.

85. *Le Devoir*, 12 juin 1982, p. 3; voir aussi Brigitte MORISSETTE, *op. cit.*, 19 juin 1982, p. 8.

l'Algérie et de continuer d'encourager la conclusion d'accords sectoriels entre les gouvernements. Par ailleurs, les délégations s'entendaient sur les grandes orientations d'un projet d'accord de coopération technique. Profitant de son séjour en Algérie, M. De Bané rencontrait le Premier ministre algérien, M. Mohamed Abdelghani, et plusieurs membres de son gouvernement⁸⁶.

2 - L'ÉGYPTÉ

Le Canada et l'Égypte signaient à Ottawa, le 17 mai, un accord de coopération nucléaire. Le gouvernement canadien était représenté par le ministre de l'Énergie, M. Marc Lalonde, et le gouvernement égyptien par le ministre de l'Électricité, M. Maher Abaza. Dans l'immédiat, la coopération canado-égyptienne consistera à échanger des spécialistes et, éventuellement, à mener conjointement des projets de recherche sur les applications pacifiques de l'énergie nucléaire.

Jusqu'à maintenant, le Canada s'était abstenu de toute coopération nucléaire avec les pays du Moyen-Orient, jugeant cette région trop instable. Félicitant l'Égypte pour ses démarches en faveur de la paix, M. Lalonde expliquait le changement intervenu dans la politique canadienne en affirmant que son gouvernement

avait décidé de ne pas exclure d'avance tous les pays d'une région et se base sur une analyse de la situation économique, politique et sociale de chaque pays⁸⁷.

3 - ISRAËL

Le 31 mars, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures prononçait une allocution à Ottawa devant le Canada-Israël Committee. Se réjouissant du retrait israélien du Sinaï ainsi de l'engagement d'Israël de chercher une solution négociée au problème du statut de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, M. MacGuigan réaffirmait « le ferme engagement du Canada envers l'existence, la légitimité, la sécurité et le bien-être d'Israël ». Le secrétaire d'État déplorait néanmoins qu'Israël se soit créé des ennuis en décidant

de la poursuite de l'implantation de colonies dans les territoires occupés et de l'adoption des lois concernant Jérusalem et les hauteurs du Golan, actions qui sont perçues comme une revendication permanente sur un territoire acquis par la force⁸⁸.

Suite à l'invasion du Liban par les forces israéliennes, la Chambre des Communes réclamait unanimement, le 9 juin, un cessez-le-feu et le retrait immédiat d'Israël⁸⁹. Dans une lettre adressée au Premier ministre Begin, M. Pierre Trudeau dénonçait les actes de terrorisme perpétrés contre Israël, ou tout autre pays, et désapprouvait de la même façon la politique mise en oeuvre au Liban :

nous ne pouvons accepter l'idée que l'action militaire en cours est justifiée, ou qu'elle assurera au peuple israélien la sécurité à long terme que vous cherchez à lui procurer⁹¹.

Le gouvernement canadien ne semblait toutefois pas envisager l'application de sanctions contre Israël. Selon M. MacGuigan, l'attitude du gouvernement israélien, bien que défiant le

86. Ministère des Affaires extérieures, *op. cit.*, vol. 10, no 20 (19 mai 1982), p. 3; *Le Devoir*, 19 avril 1982, p. 2.

87. *Ibid.* 18 mai 1982, p. 1; voir aussi *Ibid.* 17 mai 1982, p. 2.

88. Ministère des Affaires extérieures, *Déclarations et Discours no 8* (3) mars 1982, p. 5.

89. *Ibid.*, p. 2.

90. *Le Devoir*, 9 juin 1982, p. 3.

91. Pierre-Elliott TRUDEAU, *Le Devoir*, 10 juin 1982, p. 16.

droit international, ne pouvait être comparée à celle du gouvernement argentin puisque Israël ne réclamait pas la souveraineté sur le territoire libanais⁹².

Le 11 juin, le Premier ministre Trudeau se disait satisfait du cessez-le-feu mais déplorait les souffrances infligées au peuple libanais. Une dizaine de jours plus tard, l'ambassadeur canadien au Liban ne semblait pas exclure la possibilité que les forces israéliennes envahissent Beyrouth⁹³.

J — Le Canada et l'Afrique (Sud du Sahara)

Le comité de l'énergie de l'organisation de Coopération pour le Développement de l'Afrique se réunissait à Ottawa les 25 et 26 mai. Le Canada présidait la rencontre. Celle-ci regroupait des représentants de l'ACDI ainsi que des experts en énergie et des africanistes des pays membres* du CDI. Les participants devaient aborder

les questions de l'énergie renouvelable, de la conservation, de la planification des ressources énergétiques et (procéder) à l'échange d'information dans ce secteur⁹⁴.

Au cours du printemps, les échanges du Canada avec l'Afrique, ou à son sujet, ont comporté d'autres discussions. Elles ont impliqué le Cameroun, la Namibie et l'Ouganda.

1 - LE CAMEROUN

MM. Serge Joyal et Bello Bouba Maigari, respectivement ministre d'État canadien et ministre camerounais de l'Économie et du Plan, co-présidaient la première réunion de la Commission mixte Canada-Cameroun qui se tenait à Yaoundé du 28 au 30 avril. Les deux délégations s'entendaient sur l'importance de développer la coopération au développement ainsi que les échanges commerciaux et culturels entre les deux pays. La visite au Cameroun de M. Joyal a été également l'occasion de la signature de quatre accords d'une valeur globale d'environ \$6 millions. En vertu des trois premiers, le Canada apportera une aide financière aux organismes suivants : le Centre national du Développement forestier, le Centre d'Assistance aux petites et moyennes Entreprises et l'Association canadienne des Exportations. Le dernier accord modifie l'accord de prêt à la Régie des Chemins de Fer du Cameroun, finançant la fourniture de locomotives⁹⁵.

Répondant à une invitation du gouverneur général du Canada, M. Edward Schreyer, le président du Cameroun, M. Ahmadou Ahidjo, visitait le Canada du 25 au 29 mai. Le chef d'État camerounais avait un entretien privé avec le Premier ministre Trudeau. Ensuite, la délégation camerounaise, composée de plusieurs ministres, rencontrait les membres du Cabinet. Le séjour de M. Ahidjo allait être marqué par la signature de deux ententes :

La première porte sur une nouvelle marge de crédit de \$100 millions, et la seconde modifie le régime fiscal des deux pays pour éviter que leur commerce bilatéral soit soumis à la double imposition.

MM. Jean Arès et Lindsay Gordon, respectivement vice-président et vice-président adjoint de la Société canadienne pour l'Expansion des Exportations, et M. Pierre-Désiré

92. Charlotte MONTGOMERY, *op. cit.*, 15 juin 1982, p. 12.

93. Michel VASTEL, *op. cit.*, 12 juin 1982, p. 2; *The Globe and Mail*, 25 juin 1982, p. 5.

* Soit la République fédérale allemande, la Belgique, le Canada, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie.

94. ACDI, *Communiqué no 21*, (20 mai 1982).

95. Ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 10, no 21 (26 mai 1982), p. 35.

Engo, vice-ministre camerounais de l'Économie et du Plan, signaient la première entente. Par ailleurs, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. MacGuigan, et le ministre d'État camerounais aux Affaires extérieures, M. Paul Dontsop, paraient l'entente qui élimine la double imposition⁹⁶.

2 - LA NAMIBIE

Une délégation du Groupe de contact sur la Namibie*, se rendait à Luanda au cours des premiers jours d'avril. Des rencontres avec l'Organisation des Peuples Sud-Ouest Africains (SWAPO) et des représentants du gouvernement angolais devaient permettre de discuter du mode de scrutin à adopter pour l'élection de l'Assemblée constituante de la Namibie. L'élection, par laquelle la Namibie accèdera à l'indépendance, doit avoir lieu, sous supervision internationale, au cours de l'année. La SWAPO reconnaissait que le Groupe de contact avait amené des propositions nouvelles pour modifier le système du double vote⁹⁷. Néanmoins, quelques semaines plus tard, l'offre était rejetée, la SWAPO considérant qu'elle avantagerait la minorité blanche. Profitant de la rencontre des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, les membres du Groupe de contact discutaient du problème et affirmaient leur détermination à accélérer les négociations devant mettre fin à la tutelle exercée par la République sud-africaine⁹⁸.

Vers la mi-juin, la SWAPO et les pays de la Ligne de front (Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe) acceptaient de nouvelles propositions occidentales destinées à permettre une relance des négociations. On annonçait alors que si la présence, dénoncée par l'Afrique du Sud, de troupes cubaines en Angola ne nuisait pas aux négociations, l'indépendance de la Namibie pourrait devenir effective dans environ deux mois⁹⁹.

3 - L'UGANDA

MM. Mark MacGuigan et Gilles Lamontagne, respectivement secrétaire d'État aux Affaires extérieures et ministre de la Défense, annonçait que le Canada verserait \$300,000 pour financer sa participation à un programme destiné à améliorer la formation des forces militaires ougandaises. Ce programme, mis en oeuvre par le Commonwealth, a pour but

d'appuyer la formation de l'armée ougandaise et d'améliorer la discipline afin de renforcer le pouvoir civil et d'assurer le respect des droits de l'homme dans ce pays¹⁰⁰.

K — Le Canada, l'Asie et l'Océanie

Les relations du Canada avec l'Asie et l'Océanie, entre le 1^{er} avril et le 1^{er} juillet, ont été caractérisées par des négociations et des décisions d'ordre économique. Elle ont impliqué principalement l'Australie, la Chine, le Japon et le Pakistan.

96. *Ibid.*, vol. 10, no 24 (16 juin 1982), p. 3.

* Ce groupe oeuvre sous l'égide des Nations Unies; le Canada, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et la RFA en font partie.

97. *Le Devoir*, 5 avril 1982, p. 5; voir aussi *Ibid.*, 19 avril 1982, p. 4.

98. *Ibid.*, 5 mai 1982, p. 5; *Ibid.*, 18 mai 1982, p. 4.

99. *Ibid.*, 15 juin 1982, p. 5.; *Ibid.*, 19 juin 1982, p. 5.

100. Ministère des Affaires extérieures, *op.cit.*, vol. 10, no 19 (12 mai 1982), p. 5.

1 - L'AUSTRALIE

Le système de télévision bilatérale Télidon était présenté, à la fin du mois d'avril, aux milieux d'affaires australiens dans le cadre d'un colloque sur « La technologie dans le monde des voyages et du tourisme ». L'exploitation commerciale du système Télidon Videonet sera assurée par la Myer Communications de Melbourne. À ce propos, le ministre des Communications, M. Francis Fox, déclarait le 26 avril :

je suis convaincu que les milieux commerciaux et industriels australiens se rendront très vite compte des avantages de Télidon pour tous les types d'applications videotex, que ce soit à la maison, à l'école ou au bureau. Spécialiste de la communication et de la question, la Myer Communications a tous les outils nécessaires pour favoriser l'introduction du Télidon sur le marché australien sous forme d'un nouveau service utile à tous.

Plusieurs entreprises canadiennes ont participé à la mise en marché du videonet¹⁰¹.

À la fin de mai, le Premier ministre australien, M. Malcolm Fraser, et son ministre du Commerce, M. Douglas Anthony, s'entretenaient à Ottawa avec le Premier ministre, M. Pierre Trudeau, et le ministre du Commerce international canadien, M. Edward Lumley. Un peu plus tard, des représentants canadiens se rendaient dans la capitale australienne. Les discussions portaient sur les échanges commerciaux entre les deux pays.

À la fin de mai, le Premier ministre australien, M. Malcolm Fraser, visitait à Ottawa son homologue canadien¹⁰². Leurs discussions portaient sur les échanges bilatéraux entre les deux pays. Au cours du mois suivant, le ministre du Commerce australien, M. Douglas Anthony, rencontrait à Ottawa M. Edward Lumley, ministre du Commerce international.

Les deux ministres s'entretenaient des conséquences qu'aurait sur les échanges canado-australiens la nouvelle politique tarifaire que se propose d'appliquer Canberra. De nombreux produits canadiens risquent de ne plus jouir de tarifs préférentiels. Les discussions bilatérales se sont achevées en juin. La décision finale incombe au gouvernement australien¹⁰³.

2 - LA CHINE

Le 5 mai, des représentants de la Commission canadienne du Blé et de l'organisme national de la Chine chargé de l'importation et de l'exportation des céréales signaient un accord de trois ans sur la vente du blé. En vertu de ce contrat, d'une durée de trois ans, le Canada vendra à la Chine du blé pour une somme d'environ \$2,25 milliards. Des contrats distincts seront conclus pour chaque vente. Grâce à cet accord, la Chine devient le deuxième plus important acheteur de blé canadien, après l'Union soviétique¹⁰⁴.

Quatre représentants du ministère des Finances de la Chine se rendaient à Ottawa, au cours du mois de juin, dans le but de se renseigner sur les méthodes de vérification des comptes publics employées au Canada¹⁰⁵.

101. Ministère des Communications, *Communiqué no 47* (26 avril 1982); Ministère des Affaires extérieures, *op.cit.*, vol. 10, no 22 (2 juin 1982), p. 1S et 8.

102. *The Globe and Mail*, 20 mai 1982, p. 5.

103. *Ibid.*, 28 juin 1982, p. B9; Giles GHERSON, *The Financial Post*, 26 juin 1982, p. 2.

104. André BOUTHILLIER, *op.cit.* 6 mai 1982, p. 1, Ministère des Affaires extérieures, *op. cit.*, vol. 10, no 21 (26 mai 1982), p. 3.

105. Sonia SINCLAIR, *The Financial Post*, 26 juin 1982, p. 30.

3 - LE JAPON

En dépit des demandes faites par le gouvernement canadien aux autorités japonaises afin de les amener à réduire volontairement leurs exportations de voitures vers le Canada, le ministre japonais du Commerce international et de l'Industrie, M. Shintaro Abe, demandait aux producteurs japonais de maintenir leurs exportations annuelles au quota de 174,000 automobiles, en vigueur jusqu'au 31 mars. Le ministre canadien du Commerce international, M. Lumley, se disait tout de même confiant de parvenir à un accord avec le Japon en vue de réduire ce quota en tenant compte de la diminution de la demande canadienne¹⁰⁶. Les vendeurs d'automobiles canadiens estiment que, si on ne réduit pas les importations japonaises, ces produits occuperont 37% du marché¹⁰⁷.

Profitant de leur participation au Sommet de Versailles, les Premiers ministres canadiens et japonais, MM. Trudeau et Suzuki, discutaient du problème de l'importation des voitures japonaises. Aucune promesse n'était faite, sinon que les représentants des deux pays continueraient d'étudier la question¹⁰⁸.

Pendant ce temps, le processus d'inspection douanière auquel étaient soumises les voitures japonaises livrées à Vancouver se ralentissait. À la fin de juin, le président de Toyota Canada, M. Yukiyasu Togo, affirmait ne pas pouvoir remplir ses commandes¹⁰⁹. Pour contrer cette réduction unilatérale des importations de voitures japonaises, le gouvernement japonais envisageait de défendre sa cause devant le GATT¹¹⁰.

4 - LE PAKISTAN

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures annonçait, le 13 avril, que l'ACDI venait de consentir un prêt de \$20 millions au Pakistan. Ce montant doit servir au financement de deux turbines pour le barrage de Tarbela. Le gouvernement canadien évalue ainsi l'utilité de sa décision :

l'insuffisance de la production d'électricité a été jugée un obstacle majeur au développement du Pakistan, puisque les secteurs de l'économie dont l'agriculture, dépendent étroitement de cette forme d'énergie.

La Banque asiatique de Développement et le Fonds spécial de l'OPEP fourniront \$67 millions pour financer les deux turbines. Le Pakistan lui-même versera \$100 millions¹¹¹.

L — Chronologie*

28 mars au 3 avril :

Le secrétaire général de l'Agence de Coopération culturelle et technique, M. François Owono Nguema, effectue une visite officielle au Canada. Reçu par le gouverneur général, M. Edward Schreyer, il s'entretient également avec le Premier ministre, M. Pierre Trudeau, ainsi qu'avec plusieurs ministres. Ces discussions portent principalement sur les perspectives futures de l'Agence.

106. David STEWART-PATTERSON, *The Globe and Mail*, 7 avril 1982, p. B1.

107. *The Globe and Mail*, 18 mai 1982, p. B1.

108. *Le Devoir*, 7 juin 1982, p. 3.

109. *The Globe and Mail*, 29 mai 1982, p. 3; Albert SIGURDSON, *The Globe and Mail*, 23 juin 1982, p. B9.

110. Marie-Agnès THELLIER, *op.cit.*, 30 juin 1982, p. 11.

111. ACDI, *Communiqué no 16* (13 avril 1982).

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

2 avril:

Deux fonctionnaires du Centre d'Information sur l'Unité canadienne se rendent en France pour mettre en oeuvre une campagne de sensibilisation aux réalités canadiennes.

8 avril:

Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, M. Lloyd Axworthy, explique comment peuvent désormais être obtenus, par les ressortissants de l'Inde qui désirent séjourner au Canada, les visas nécessaires.

Une organisation terroriste tente d'assassiner un diplomate turc attaché à l'ambassade d'Ottawa, M. Kani Gundor. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, condamne cet acte et exprime, au nom du gouvernement canadien, ses regrets à la famille de M. Gungor, ainsi qu'à l'ambassade et au gouvernement de la Turquie.

mi-avril:

Pétro-Canada et la Trans-Canada Pipelines Ltd (Calgary) se joignent à deux importantes compagnies ouest-allemandes pour former un consortium dont le but serait d'exporter le pétrole arctique vers l'Europe. Le projet est évalué à \$4 milliards.

20 avril:

Le nouveau chef de la Délégation de la Commission des Communautés européennes à Ottawa, M. Dietrich Hammer, présente ses lettres de créance à M. Marc MacGuigan.

21 avril

Le ministre d'État au Commerce international, M. Ed Lumley, annonce que le Canada signera le 6^e accord international sur l'étain (AIE). L'accord doit entrer en vigueur le 1^{er} juillet.

28 avril:

La Commission mixte internationale annonce la mise sur pied d'un office chargé d'étudier les problèmes de l'élévation, par la ville de Seattle, du niveau de l'eau de la rivière Skagit, située en territoire canadien mais à une centaine de pieds de la frontière américaine.

Le ministre de l'Agriculture, M. Eugene Whelan, parle de la possibilité d'augmenter les exportations de porc vers le Japon. L'épidémie de fièvre aphteuse qui sévit au Danemark ayant élargi, au moins provisoirement, le marché accessible au Canada.

29 avril:

M. Lloyd Axworthy annonce l'adoption de mesures visant à restreindre temporairement le nombre de travailleurs immigrants. Cette politique, en vigueur à compter du 1^{er} mai, vise à assurer que la priorité dans l'emploi soit accordée aux citoyens canadiens.

30 avril:

Après huit ans de discussions, les Nations Unies adoptent la Convention sur le droit de la mer. Le Canada vote en faveur de la Convention mais quatre pays, dont les États-Unis, s'y opposent et dix-sept pays, dont l'Union soviétique, s'abstiennent de voter.

3 mai:

M. Mark MacGuigan annonce que l'ACDI versera \$40,000 à la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge pour venir en aide aux victimes d'inondations survenues au cours du mois de mars en Bolivie.

M. MacGuigan annonce que l'ACDI versera \$25,000 pour venir en aide aux victimes de l'effondrement d'une falaise au Maroc.

5 mai :

Le ministère des Affaires extérieures annonce qu'un accord a été conclu avec l'État de Bahrein par la Corporation commerciale canadienne. En vertu de cet accord, l'Ontario Educationnal Services Corporation fournira à Bahrein du matériel et des services éducatifs.

6 mai :

M. Lloyd Axworthy annonce l'adoption pour son ministère de mesures visant à protéger les chances d'embauche d'artistes canadiens pour la tenue de rôles dans les films, ainsi que dans les dramatiques filmées ou enregistrées.

12 mai :

M. MacGuigan annonce que l'ACDI versera \$250,000 pour venir en aide aux 8,500 Miskto qui, fuyant le Nicaragua, se sont réfugiés au Honduras.

19 mai

M. Mark MacGuigan rencontre, à Bruxelles, le président de la Commission des Communautés européennes, M. Gaston Thorn, et le commissaire européen aux Affaires extérieures, M. Wilhelm Haferkamp. Les discussions portent sur les échanges économiques Canada-CEE, ou sur des questions qui s'y rattachent (par exemple, le problème de la chasse aux phoques).

M. MacGuigan rencontre aussi le ministre belge des Affaires étrangères, M. Léo Tindemans, et inaugure un centre d'études canadiennes à l'Université libre de Bruxelles.

Le ministère des Affaires extérieures rapporte, dans *Hebdo Canada*, que le ministre d'État au Commerce international a annoncé récemment que la Corporation commerciale canadienne a autorisé la signature de 40 contrats, conclus entre 23 fournisseurs canadiens et le gouvernement indonésien. Les contrats portent sur l'achat de matériel de construction de route. L'ACDI a avancé un prêt à l'Indonésie pour faciliter les transactions.

21 mai :

M. Lloyd Axworthy présente à la Chambre des Communes les divers aspects d'un projet de loi sur la formation de la main-d'oeuvre spécialisée. Une disposition prévoit que la Commission de l'Emploi et de l'Immigration négocie avec les employeurs des contrats permettant aux travailleurs de recevoir une formation à l'extérieur du pays dans des techniques non encore enseignées au Canada.

M. MacGuigan annonce que l'ACDI versera \$50,000 pour secourir les victimes d'inondations en République démocratique populaire du Yémen.

25 mai :

M. MacGuigan annonce l'octroi de \$100,000 pour venir en aide aux victimes du cyclone qui a ravagé, les 2 et 3 mars dernier, les îles Tonga. La somme sera acheminée par l'intermédiaire de L'UNICEF. Le 3 mai, l'ACDI annonçait que \$20,000 seraient versés aux îles Tonga, par l'intermédiaire du YMCA canadien.

26 mai :

Le ministère des Affaires extérieures note, dans *Hebdo Canada*, l'ouverture d'un Centre culturel à la Maison du Canada à Londres.

30 mai :

On annonce que le Premier ministre canadien effectuera au cours de l'automne une visite officielle au Japon et dans les cinq pays de l'ASEAN. Dix jours plus tôt, l'ambassadeur indonésien au Canada, M. Widodo Budidarmo, annonçait que M. Trudeau effectuerait, en septembre, une visite officielle en Indonésie.

début juin :

Le gouvernement canadien verse \$220,000 pour venir en aide aux victimes d'une tempête tropicale qui a frappé le Honduras et le Nicaragua.

2 juin :

La Cour supérieure rejette la demande du gouvernement italien d'extrader le physicien Francesco Piperno. La Cour a jugé insuffisantes les preuves présentées à l'effet que M. Piperno aurait participé, en 1978, à l'enlèvement du Premier ministre italien, M. Aldo Moro.

Le ministère des Affaires extérieures note, dans *Hebdo Canada*, que l'île de Sainte-Croix, à la frontière du Maine et du Nouveau-Brunswick, a reçu le statut d'île internationale. Considérée comme américaine depuis 1783, l'île sera désormais administrée conjointement par le Canada et les États-Unis.

mi-juin :

Le gouvernement canadien verse \$1 million au comité international de la Croix-Rouge pour venir en aide aux réfugiés libanais.

La Société canadienne pour l'Expansion des Exportations accorde un crédit de \$160 millions à une compagnie minière colombienne. Le montant doit servir à l'achat de biens et de services auprès de compagnies canadiennes. Le Canada participe ainsi à un projet de développement houiller mis de l'avant par la Colombie.

Statistiques Canada rapporte que le Canada a enregistré, pour le premier trimestre de l'année, un surplus de \$525 millions dans son commerce automobile avec les États-Unis.

17 juin :

Le Bureau du Premier ministre annonce que le président de la Corée du Sud, M. Chun Doo Hwan, séjournera à Ottawa du 28 au 31 août. Il rencontrera alors le Premier ministre Trudeau.

21 juin :

En visite officielle dans le Sud-Est asiatique, M. MacGuigan assure l'ASEAN que le Canada ne fournira aucune aide au Vietnam tant que ce pays occupera le Kampuchea. Par ailleurs, il promet que le Canada continuera d'accueillir les réfugiés vietnamiens.

22 juin :

M. Eugene Whelan participe à la 8^e session ministérielle du Conseil mondial de l'alimentation qui se tient à Acapulco, au Mexique. Il affirme que le Canada est favorable à une augmentation de la part consacrée, dans son budget de développement, à l'aide alimentaire.